

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 24/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**GIE NORMA 2000**

LE GRAND COLLOUE  
22510 Penguily

Code AIOT : 0052202958

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/03/2025 dans l'établissement GIE NORMA 2000 implanté LE GRAND COLLOUE 22510 Penguily. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GIE NORMA 2000
- LE GRAND COLLOUE 22510 Penguily
- Code AIOT : 0052202958
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

**Station d'épuration collective de déjections animales**

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	sécurisation ouvrage de stockage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40	Demande d'action corrective	15 jours
3	entretien	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	bilan matière	Arrêté Préfectoral du 06/04/2020, article 3.9.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est nécessaire, pour les exploitants de mettre en œuvre les moyens suffisants pour corriger les anomalies constatées, lors de cette inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : bilan matière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/04/2020, article 3.9.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Autosurveillance
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bilans sont adressés bimestriellement par l'exploitant au service des installations classées. Ils doivent être annexés au cahier d'exploitation.
<b>Constats :</b>  Conforme
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : sécurisation ouvrage de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 40
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Epanchage
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets ou d'effluents sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La sécurisation des ouvrages doit être améliorée, afin d'interdire l'accès aux tiers non autorisés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 3 : entretien

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 6
--

<b>Thème(s) :</b> Autre, disposition générale
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.  L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.
<b>Constats :</b>  Non conforme
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'entretien des abords doit être amélioré mais des travaux doivent être réalisés, également, pour arrêter les suintements sur les murs du hangar de stockage des co-produits solides, issus du traitement des effluents.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours